



**Doc. 15373**

21 septembre 2021

## Le logiciel espion Pegasus et autres types de logiciels similaires et la surveillance secrète opérée par l'État

### Proposition de recommandation

déposée par M. Boriss CILEVIČS et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

À la mi-juillet 2021, le consortium de médias coordonné par le site Forbidden Stories et ses partenaires internationaux ont fait état de la fuite d'une liste de 50 000 numéros de téléphone proposés par des clients du groupe NSO pour en faire d'éventuelles cibles du logiciel espion de NSO, Pegasus. Pegasus permet d'accéder totalement à distance au téléphone visé, et notamment aux messages, aux courriers électroniques, aux données de localisation, au calendrier, à la liste de contacts et à d'autres données encore, et d'activer son microphone et sa caméra. Bon nombre des téléphones concernés appartiennent à des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des responsables politiques de l'opposition et des responsables politiques étrangers, dont le président français Macron lui-même. Selon Forbidden Stories et Amnesty International, 85 % des téléphones cibles qu'ils ont analysés présentaient des signes d'infection ou de tentative d'infection par Pegasus.

Bien que l'existence de Pegasus soit déjà connue, apparemment, l'utilisation qu'en font les gouvernements du monde entier et la nature de celle-ci sont choquantes. Les répercussions qu'il pourrait avoir sur la liberté des médias et les institutions démocratiques sont extrêmement préoccupantes. Après les révélations d'Edward Snowden, qui ont conduit à l'adoption de la [Résolution 2045 \(2015\)](#) de l'Assemblée parlementaire «Les opérations de surveillance massive», les révélations faites au sujet de Pegasus démontrent qu'il est indispensable de renforcer la protection internationale de la vie privée et des données à caractère personnel. En particulier, des garanties plus rigoureuses contre le recours abusif à cette technologie par les pouvoirs publics, notamment lorsqu'il s'agit de régimes répressifs et autoritaires, sont nécessaires.

Il importe donc que l'Assemblée établisse un rapport sur les révélations faites au sujet de Pegasus, en vue de formuler des propositions politiques aux États membres du Conseil de l'Europe et aux autres acteurs pertinents.

*Signé (voir au verso)*



Signé<sup>1</sup>:

CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC  
AKBULUT Gökay, Allemagne, GUE  
ANDRIKIENĖ Laima Liucija, Lituanie, PPE/DC  
BACELAR DE VASCONCELOS Pedro, Portugal, SOC  
BADEA Viorel-Riceard, Roumanie, PPE/DC  
BAYR Petra, Autriche, SOC  
BECHT Olivier, France, ADLE  
BERLINGHIERI Marina, Italie, SOC  
BOER Margreet, De, Pays-Bas, SOC  
BOROWSKI Marek, Pologne, PPE/DC  
CORLĂȚEAN Titus, Roumanie, SOC  
COTTIER Damien, Suisse, ADLE  
DALLOZ Marie-Christine, France, PPE/DC  
EFSTATHIOU Constantinos, Chypre, SOC  
GAHOUCI Latifa, Belgique, SOC  
GOUTTEFARDE Fabien, France, ADLE  
HORGA Maria-Gabriela, Roumanie, PPE/DC  
HUNKO Andrej, Allemagne, GUE  
KAIRIDIS Dimitrios, Grèce, PPE/DC  
KATROUGALOS George, Grèce, GUE  
KOPŘIVA František, République tchèque, ADLE  
KRAVCHUK Yevheniia, Ukraine, ADLE  
KUHLE Konstantin, Allemagne, ADLE  
LEGUILLE BALLOY Martine, France, ADLE  
LEITE RAMOS Luís, Portugal, PPE/DC  
LLOYD Tony, Royaume-Uni, SOC  
OMTZIGT Pieter, Pays-Bas, PPE/DC  
POCIEJ Aleksander, Pologne, PPE/DC  
SCOMA Francesco, Italie, PPE/DC  
SEKULIĆ Predrag, Monténégro, SOC  
STOICA Diana, Roumanie, ADLE  
VALLINI André, France, SOC  
VLASENKO Sergiy, Ukraine, PPE/DC

---

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe  
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne  
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen  
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts